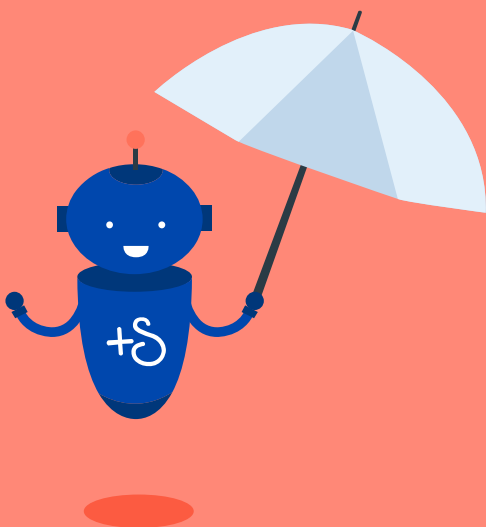


+Simple

Assurance Cyberattaque L'assurance MADP des cyber risques

MADP-CYBER_202102



1.	CHAPITRE 1 - LEXIQUE	6
2.	CHAPITRE 2 – OBJET ET TERRITORIALITE DE LA GARANTIE.....	7
2.1	- Objet du contrat	7
2.2	- Territorialité du contrat.....	7
3.	CHAPITRE 3 – ETENDUE ET MODALITES DES GARANTIES	7
3.1	- Frais de reconstitution des données et frais supplémentaires d'exploitation.....	7
3.1.1	- Etendue des garanties	7
3.1.2	- La garantie des frais de reconstitution des données	7
3.1.3	- La garantie des frais supplémentaires d'exploitation	7
3.1.4	- Période d'indemnisation.....	7
3.1.5	- Exclusions spécifiques.....	8
3.2	- Protection des données personnelles et frais de notification	8
3.2.1	- Etendue des garanties	8
3.3	- Demande d'extorsion de fonds.....	8
3.3.1	- Etendue des garanties	8
3.4	- Responsabilité civile	8
3.4.1	- Etendue des garanties en cas d'atteinte à la vie privée ou d'atteinte aux données informatiques	8
3.4.2	- Etendue des garanties en cas d'Atteinte frauduleuse au Système d'information	8
3.4.3	- Exclusions	9
3.4.4	- Fonctionnement des garanties responsabilité civile dans le temps	9
3.5	- Pertes d'exploitation	10
3.5.1	- Etendue de la garantie	10
3.5.2	- Période d'indemnisation.....	10
3.5.3	- Modalités d'indemnisation	10
3.6	- Exclusions générales.....	10
4.	CHAPITRE 4 – PERIODE DE GARANTIE ET SINISTRE	11
4.1	- Période de garantie	11
4.2	- Délais de déclaration	12
4.2.1	- Principes généraux	12
4.2.2	- Délais à respecter pour la déclaration de Sinistre	12
4.2.3	- Modalités de déclaration	12
4.2.4	- Modalités d'intervention des garanties responsabilité civile.....	12
5.	CHAPITRE 5 – LA VIE DU CONTRAT	13
5.1	- Formation et durée du contrat	13
5.2	- Dispositions en cas de déclarations inexactes ou incomplètes	13
5.3	- Révision du tarif	13
5.4	- Résiliation	13
5.4.1	- Par vous et par nous :	13
5.4.2	- Par vous :	14
5.4.3	- Par nous :	14
5.4.4	- Par les parties concernées :	14
5.4.5	- De plein droit :	14
5.5	- Les modalités de résiliation de votre contrat.....	15
5.5.1	- Formalisation de la décision de résilier	15
5.5.2	- Remboursement de la cotisation – Indemnité de résiliation.....	15
5.6	- Vos obligations	15
5.6.1	- A la souscription du contrat	15
5.6.2	- En cours de contrat	15
5.7	- Modification du risque.....	16
5.8	- Autres assurances	16
5.9	- Paiement des cotisations.....	16
5.10	- Prescription.....	16
6.	CHAPITRE 6 – DISPOSITIONS DIVERSES.....	18
6.1	- Droit de communication et de rectification	18
6.2	- Lutte contre le blanchiment	19

6.3 - Réclamations	19
6.4 - Subrogation	20

Assurance CYBERATTAQUE.

INTRODUCTION

Votre contrat est constitué :

- Par les présentes Conditions Générales
- Par les Conditions Particulières qui récapitulent les garanties, le montant des garanties et des franchises restant à charge en cas de sinistre, le montant de la cotisation.

En cas de contradiction, les Conditions Particulières prévalent sur les Conditions Générales.

Le présent contrat est régi par le Code des Assurances.

Nous sommes soumis à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) 61, rue Taitbout 75009 PARIS

1. CHAPITRE 1 - LEXIQUE

ASSURE

Vous-même, le preneur d'assurance qui bénéficie des garanties accordées par le contrat. L'assuré peut être désigné par le terme « Vous » dans le présent contrat.

ATTEINTE AUX INFORMATIONS

Il s'agit de l'indisponibilité, de la dégradation, de la destruction ou de la perte totale ou partielle des données contenues dans votre Système d'information et dont vous êtes propriétaire, locataire, bénéficiaire ou gardien.

ATTEINTE A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'atteinte à la protection des données personnelles est définie comme le non-respect de la réglementation relative à la protection des données personnelles d'une personne physique.

DATA CENTER

Un data center ou centre de données est un site regroupant des installations informatiques (serveurs, routeurs, commutateurs, disques-durs, et...) chargées de stocker et de distribuer des données à travers un réseau interne ou un accès internet.

DENI DE SERVICE

Inaccessibilité du Système d'Information par l'envoi délibéré d'un nombre de requêtes ou transmission de données visant à saturer les Système d'Information ou le site internet pour les rendre indisponibles.

INFORMATIONS

Il s'agit de l'ensemble des données de l'Assuré ou dont l'Assuré a la garde ou la charge, stockées sur supports informatiques ou numériques.

MALVEILLANCE INFORMATIQUE

Acte d'un tiers qui accède et / ou se maintient frauduleusement dans votre Système d'Information dans le but d'en affecter la disponibilité, la confidentialité ou l'intégrité.

Il peut être constitué par Déni de service, ou par des infections informatiques telles que virus ou cheval de Troie.

NOUS

La société mutuelle d'assurance MADP ASSURANCES.

PROGRAMME INFORMATIQUE

Un programme informatique est un ensemble d'opérations destinées à être exécutées par un ordinateur.

Un programme fait généralement partie d'un logiciel : un ensemble de composants numériques destiné à fournir un service informatique ; un logiciel peut comporter plusieurs programmes.

PROGRAMME MALVEILLANT

Programme informatique à l'origine de l'acte de Malveillance informatique.

SYSTEME MALVEILLANT

Tout ordinateur, tous périphériques d'entrée, de sortie, de traitement, de stockage (y compris les bibliothèques hors ligne), les intranets et les moyens de communication y compris les réseaux informatiques de communication, les réseaux ouverts et les extranets qui sont reliés directement ou indirectement à un tel dispositif, à l'exclusion de toute solution informatique visant à guider ou contrôler des processus techniques, des systèmes intégrés, des systèmes SCADA (systèmes de télésurveillance et d'acquisition de données).

2. CHAPITRE 2 – OBJET ET TERRITORIALITE DE LA GARANTIE

2.1 - Objet du contrat

La garantie a pour objet de prendre en charge les conséquences financières que vous avez subies consécutivement à une Malveillance informatique dans les limites fixées aux Conditions Particulières.

Il est composé des garantie suivantes :

- Frais de reconstitution des données et frais supplémentaires d'exploitation,
- Protection des données personnelles et frais de notification,
- Demande d'extorsion de fonds,
- Responsabilité civile,
- Pertes d'exploitation.

2.2 - Territorialité du contrat

Les garanties sont applicables aux Systèmes d'Informations exploités en France métropolitaine, Corse et DOM.

3. CHAPITRE 3 – ETENDUE ET MODALITES DES GARANTIES

3.1 - Frais de reconstitution des données et frais supplémentaires d'exploitation

3.1.1 - Etendue des garanties

Nous garantissons le remboursement des frais engagés avec notre accord, dans les limites fixées aux Conditions Particulières, et qui sont la conséquence d'une Atteinte aux informations ayant pour origine un acte de Malveillance informatique.

3.1.2 - La garantie des frais de reconstitution des données

Nous garantissons les frais nécessaires à la reconstitution des données contenues dans votre Système d'information sous réserve que la reconstitution de ces données soit réalisée à partir de sauvegardes informatiques disponibles et exploitables sans délai.

Sont garantis les frais de collecte des éléments nécessaires à la reconstitution des données, les frais d'exploitation de machine pour exécuter la copie de la sauvegarde, le coût de la main-d'œuvre pour saisir les données, les frais de vérification et de contrôle de la validité des données.

3.1.3 - La garantie des frais supplémentaires d'exploitation

Nous garantissons les frais des charges d'exploitation nécessaires à la remise en état de votre Système d'Information. Il s'agit des frais nécessaires et raisonnables engagés avec notre accord préalable à la suite d'une interruption d'activité pour la quote-part qui excède les charges habituelles d'exploitation de l'Assuré et qui sont nécessaires au rétablissement de ses conditions habituelles d'exploitation.

Sont ainsi garantis les frais de main-d'œuvre supplémentaire, de travaux réalisés pour la récupération et la restauration de données, de décontamination des données, de destruction du programme malveillant.

Le montant de ces frais ne saurait excéder le montant de la réduction de la perte d'exploitation.

3.1.4 - Période d'indemnisation

Nous prenons en charge les frais engagés pendant la période débutant le jour de la déclaration du Sinistre et s'arrêtant le jour où votre Système d'Information fonctionne à nouveau.

3.1.5 - Exclusions spécifiques

Sont exclus les frais consécutifs à un dommage matériel ou un vol atteignant un matériel ou système d'information ; ainsi que les données en cours de traitement, celles contenues sur des ordinateurs portables, et celles stockées sur des supports amovibles externes tels que disques durs externes ou clé USB.

3.2 - Protection des données personnelles et frais de notification

3.2.1 - Etendue des garanties

Nous garantissons le remboursement des frais engagés avec notre accord, dans les limites fixées aux Conditions Particulières résultant d'une Atteinte à la protection des données personnelles et ayant pour origine un acte de Malveillance informatique.

En cas de Malveillance informatique, nous garantissons les frais de mise en œuvre des actions nécessaires à la mise en conformité des données en rapport à la réglementation sur la protection des données personnelles, les frais exposés dans le cadre du contrôle ou d'une enquête d'une Autorité Administrative chargée de veiller à la protection des données personnelles, ainsi que les frais de notification aux personnes physiques concernées par la violation des données à caractère personnel.

3.3 - Demande d'extorsion de fonds

3.3.1 - Etendue des garanties

Nous garantissons, dans la limite fixée aux Conditions Particulières, les frais engagés avec notre accord résultant d'une demande d'extorsion de fonds suite à l'implantation dans votre système informatique par un Tiers d'un programme malveillant ou de cryptage des données en vue de modifier, détruire ou endommager toutes données informatiques ou empêcher l'accès à son système informatique par l'assuré, dans le but d'obtenir une rançon.

Nous garantissons les frais engagés avec notre accord pour faire cesser l'acte de malveillance et sous réserve que ces frais permettent la restauration de votre système d'information.

3.4 - Responsabilité civile

3.4.1 - Etendue des garanties en cas d'atteinte à la vie privée ou d'atteinte aux données informatiques

Nous garantissons dans les limites fixées aux Conditions Particulières, les conséquences financières de la responsabilité civile que vous encourez en raison d'une atteinte à la vie privée d'une personne physique ou d'une atteinte aux données personnelles d'un de vos clients, survenue à la suite d'un acte de Malveillance informatique.

Nous prenons en charge le montant des dommages et intérêts auxquels vous seriez condamné, ainsi que les frais de défense et d'expertise exposés en accord avec nous, faisant suite à une Réclamation introduite à votre encontre.

Par atteinte à la vie privée, il faut entendre la violation de la législation sur la protection des données informatiques résultant de la communication ou la divulgation non autorisée des données personnelles d'une personne physique, stockées dans votre système d'information.

Par atteinte aux données informatiques, il faut entendre la communication ou la divulgation non autorisée de données informatiques d'un de vos clients, stockées dans votre système d'information.

3.4.2 - Etendue des garanties en cas d'Atteinte frauduleuse au Système d'information

Nous prenons en charge le montant des dommages et intérêts auxquels vous seriez condamné, ainsi que les Frais de Défense et d'expertise exposés en accord avec nous faisant suite à une Réclamation introduite à votre encontre pendant la période d'assurance ou la période subséquente et consécutive à une Atteinte frauduleuse au Système d'information.

Par Atteinte frauduleuse au Système d'information, il faut entendre tout acte, erreur ou omission, réel ou allégué, émanant de l'Assuré et contribuant à une Malveillance informatique.

3.4.3 - Exclusions

Sont exclus de la garantie les pertes et les dommages ayant pour origine :

- **Un comportement malhonnête ou répréhensible de l'Assuré ; une faute intentionnelle ou dolosive de sa part, une violation intentionnelle ou délibérée de la loi, règlement, contrat ou décision de justice.**
- **Un dommage corporel ou matériel, ainsi que tout dommage immatériel consécutif à un dommage corporel ou matériel.**

Il est précisé que ni les données informatiques ni les programmes informatiques ne constituent des biens pouvant subir un dommage matériel.

Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas aux indemnités résultant d'une anxiété mentale ou de troubles ou d'une détresse de nature émotionnelle de personnes victimes à la suite d'une Atteinte à la vie privée ou d'une atteinte dans les médias ; de la perte ou du vol d'éléments du Système d'information de l'Assuré.

- **Toute responsabilité résultant de tout contrat, accord ou garantie, assumée ou acceptée par l'Assuré.**

Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas si la responsabilité de l'Assuré est engagée dans les mêmes termes et limites en l'absence d'un tel contrat, accord ou garantie, en vertu des textes légaux ou réglementaires applicables.

- **Une réclamation ou circonstances antérieures.**
- **Toute réclamation, Malveillance informatique ou tout fait, événement ou circonstance de nature à donner lieu à l'un des cas précités dont l'assuré avait connaissance avant la souscription du contrat.**

3.4.4 - Fonctionnement des garanties responsabilité civile dans le temps

Conformément aux dispositions de l'article L 124-5 du Code des Assurances, la garantie déclenchée par la Réclamation couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des Sinistres, dès lors que le Fait Dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première Réclamation est adressée à l'Assuré ou son Assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'une période subséquente à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par les Conditions Particulières, quelle que soit la date des autres éléments constitutif du Sinistre.

La période subséquente à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie est de cinq ans. Le montant de la garantie déclenchée pendant la période subséquente ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de résiliation du contrat.

Toutefois, la garantie ne couvre les Sinistres dont le Fait Dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce Fait Dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le Fait Dommageable.

Nous ne couvrons pas l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des Sinistres si nous établissons que l'Assuré avait connaissance du Fait Dommageable à la date d'effet du contrat.

3.5 - Pertes d'exploitation

3.5.1 - Etendue de la garantie

Nous garantissons le paiement d'une indemnité correspondant à la perte de votre marge brute bénéficiaire et aux frais supplémentaires d'exploitation résultant, pendant la période d'indemnisation, soit de l'interruption, soit de la réduction de votre activité, lorsque cette perte et ces frais sont la conséquence directe de l'acte de Malveillance informatique.

3.5.2 - Période d'indemnisation

La période d'indemnisation débute le jour de la déclaration du Sinistre et s'arrête le jour où votre Système d'information fonctionne de nouveau.

3.5.3 - Modalités d'indemnisation

Pour l'application de la garantie, il faut entendre par :

Marge bénéficiaire brute la somme :

- Des frais généraux permanents, c'est-à-dire des charges qui ne varient pas en fonction de l'activité de l'Assuré et qui, en conséquence, continuent à être supportées malgré l'interruption totale ou partielle de l'exploitation,
- Et du résultat net, c'est-à-dire la différence entre les produits et les charges d'exploitation (hors produits financiers et produits ou charges exceptionnels) avant déduction de l'impôt sur les bénéfices.

Frais supplémentaires d'exploitation : ce sont les frais exposés en accord avec nous, ou avec notre expert, pour éviter ou limiter durant la période d'indemnisation la réduction de Chiffre d'Affaires imputable au Sinistre.

Nous ne garantissons pas les interruptions d'exploitation, ni les réductions d'activité, résultant d'un retard dans la remise en route provisoire ou définitive de l'exploitation dû au fait de l'Assuré.

L'indemnité versée en application de cette garantie couvre :

- La perte de marge bénéficiaire brute calculée en appliquant le pourcentage de marge brute à la réduction constatée du Chiffre d'Affaires. Cette réduction correspond à la différence entre le Chiffre d'Affaires en l'absence de Sinistre (à dire d'expert) et celui effectivement réalisé pendant la période d'indemnisation.

Le pourcentage de marge brute et le Chiffre d'Affaires précité en l'absence de Sinistre sont calculés à partir des écritures comptables et des résultats antérieurs en tenant compte :

- De la tendance générale de l'évolution de votre activité,
- Des facteurs extérieurs et intérieurs susceptibles d'avoir eu indépendamment de ce Sinistre, une influence sur son activité et ses résultats.
- Les frais supplémentaires d'exploitation éventuels.

De l'indemnité ainsi déterminée seront retranchés les frais généraux permanents que vous cesseriez de supporter du fait du sinistre.

3.6 - Exclusions générales

Outre les exclusions spécifiques à chacune des garanties, nous ne garantissons pas :

- **Les sinistres rendus possibles par l'absence de système de protection antivirus et firewall mis à jour régulièrement et activé en permanence, ou par une défaillance dans la protection**

de votre Système d'information y compris la protection des données personnelles, à laquelle vous n'auriez pas remédié alors que vous en aviez connaissance.

- Les Sinistres successifs dus à une même cause, pour autant que des recommandations en matière de prévention pour éviter la reproduction du Sinistre vous aient déjà été notifiées, mais n'aient pas été mises en œuvre dans un délai maximum de six mois suivant la date de formulation de ces recommandations.
- Les Sinistres résultant de l'utilisation d'un logiciel acquis et / ou utilisé illégalement, sauf si son utilisation l'est à votre insu.
- Les Sinistres résultant de la collecte illicite de votre part de données tierces ou de données personnelles ou confidentielles.
- Les frais d'amélioration de votre Système d'information, des programmes et données, ou de votre système de protection contre les intrusions malveillantes.
- Les Sinistres résultant de tous Fait Dommageable ou événements :
 - Dont vous aviez connaissance à la Date d'Effet des garanties du présent contrat,
 - Visé dans toute enquête ou procédure amiable, administrative, judiciaire, pénale ou arbitrale, antérieur à la Date d'Effet des garanties du présent contrat.
- Les Sinistres résultant du fait intentionnel ou dolosif de l'Assuré.
- Les pertes financières suivantes :
 - Les amendes, sanctions pécuniaires ou pénalités imposées par la législation et la réglementation par décision de justice ou arbitrale,
 - Les conséquences pécuniaires d'engagements contractuels, y compris les pénalités de retard.
- Les Sinistres occasionnés par la guerre civile ou étrangère, les émeutes et mouvements populaires, la grève ou le lock-out.
- Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :
 - Des armes ou engins destinés à exploser par modification de la structure du noyau de l'atome,
 - Tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif, ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ou trouvant leur origine dans la fourniture de biens et services concernant une installation nucléaire, ou frappant directement une installation nucléaire,
 - Toute source de rayonnements ionisants utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'Assuré ou toute personne dont il répond, a la propriété, la garde ou l'usage, ou dont il peut être tenu pour responsable du fait de sa conception, sa fabrication ou son conditionnement.

Par dérogation à ce qui précède, sont couverts les dommages ou aggravations de dommages causés par des sources de rayonnement ionisants utilisées ou destinées à être utilisées en France à des fins médicales ou industrielles, hors d'une installation nucléaire, et pour lesquelles le détenteur ou l'utilisateur :

- Bénéficie d'une exemption de toute déclaration ou autorisation,
- Ou relève d'un régime de simple déclaration.

4. CHAPITRE 4 – PERIODE DE GARANTIE ET SINISTRE

4.1 - Période de garantie

La garantie s'exerce pour des événements ou faits générateurs survenus et déclarés pendant la période de validité du contrat. Par définition la période de validité du contrat est la période comprise entre la Date d'Effet du contrat et sa date de résiliation.

La garantie s'applique pour les Sinistres dont la date de découverte et de déclaration se situe au plus tard douze mois après le premier fait générateur, et en tout état de cause pendant la période de validité du contrat.

Quelle que soit sa date de découverte, un Sinistre est imputable à la date du premier fait générateur.

L'indemnité ne peut excéder la somme assurée à cette date.

4.2 - Délais de déclaration

4.2.1 - Principes généraux

L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour vous.

Elle a pour objet de garantir la réparation de vos pertes réelles.

La somme assurée ne pouvant être considérée comme preuve de l'existence de la valeur au moment du Sinistre, vous êtes tenu d'en justifier par tout moyen en votre pouvoir et documents en votre possession, ainsi que de l'importance des dommages.

Lorsque que nous réglons directement, pour votre compte, un fournisseur ou un prestataire de services, vous devez nous rembourser dans le mois suivant notre demande, la Franchise qui le cas échéant serait à votre charge, ainsi que la TVA facturée, sauf si vous pouvez justifier que vous n'êtes pas assujetti à cette taxe.

4.2.2 - Délais à respecter pour la déclaration de Sinistre

Vous devez nous informer ou informer notre mandataire dès que vous en avez connaissance et au plus tard dans les cinq jours ouvrés suivant la découverte du Sinistre.

Si vous ne déclarez pas le Sinistre dans ces délais, vous pouvez être déchu de tout droit à indemnité, sauf cas fortuit ou de force majeure, si nous établissons que le retard nous a causé un préjudice.

4.2.3 - Modalités de déclaration

Vous devez :

- Nous indiquer dans la déclaration du Sinistre ou, en cas d'impossibilité, dans une déclaration ultérieure faite dans les plus brefs délais, la date et les circonstances du Sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages,
- Nous communiquer, sur simple demande, et sans délai, tous documents nécessaires à l'expertise,
- Apporter la preuve des pertes,
- Prouver le lien de causalité entre la réalisation d'un événement garanti et les pertes subies,
- Justifier les frais engagés par tous les moyens et les documents en votre possession.

Si, de mauvaise foi, vous faites de fausses déclarations sur la nature et les circonstances du Sinistre, sur le montant des dommages, vous employez comme justification des documents inexacts ou vous usez de moyens frauduleux, vous n'aurez droit à aucune indemnité sur l'ensemble des risques concernés par ce Sinistre.

4.2.4 - Modalités d'intervention des garanties responsabilité civile

Dispositions particulières en cas de vol, de Malveillance informatique, de tentative de cyber-extorsion de fonds, et plus généralement lorsque les faits à l'origine du Sinistre sont susceptibles de constituer une infraction :

Vous vous engagez à :

- Déposer plainte auprès des autorités compétentes dans un délai de cinq jours ouvrés après la découverte du Sinistre, ou à défaut de plainte, exécuter sans tarder les formalités administratives qui s'imposent,
- Déposer une plainte entre les mains du Procureur de la République si nous vous le demandons.

En cas d'interruption de service :

- Obtenir auprès des services compétents une attestation prouvant l'origine de l'interruption de service.

5. CHAPITRE 5 – LA VIE DU CONTRAT

5.1 - Formation et durée du contrat

Ce contrat est formé dès l'accord des parties. Signé par vous et par nous, il constate nos engagements réciproques.

Toutefois, il ne produit ses effets qu'à partir du jour indiqué aux Conditions Particulières.

Il est conclu pour la durée prévue aux Conditions Particulières.

Si celles-ci comportent la mention « reconduit tacitement d'année en année », le contrat est, à l'expiration de cette durée, reconduit de plein droit, d'année en année, sauf dénonciation par vous ou par nous avant l'expiration de l'année d'assurance en cours, en respectant le délai de préavis figurant aux Conditions Particulières.

5.2 - Dispositions en cas de déclarations inexactes ou incomplètes

Toute omission ou déclaration inexacte à la souscription ou au cours du contrat entraîne l'application des sanctions prévues par le Code des Assurances :

- Réduction des indemnités dans la proportion existante entre la cotisation payée et la cotisation qui aurait été due si le risque avait été correctement déclaré (article L 113-9 du Code des Assurances),
- Nullité du contrat si la déclaration est faite de mauvaise foi (article L 113-8 du Code des Assurances).

5.3 - Révision du tarif

Si nous sommes amenés à réviser notre tarif en dehors de toute variation de l'indice, la cotisation sera modifiée dans la même proportion à l'échéance annuelle de la cotisation suivante. Vous aurez alors la possibilité de résilier le contrat, par lettre recommandée, dans un délai de un mois suivant la date à laquelle vous aurez eu connaissance de la modification. La résiliation prendra effet un mois après l'expédition de cette lettre et nous pourrions réclamer une cotisation calculée sur les anciennes bases, au prorata du temps écoulé entre la date de la dernière échéance et la date d'effet de la résiliation.

A défaut de résiliation, la nouvelle cotisation sera considérée comme acceptée.

5.4 - Résiliation

Le contrat peut être résilié :

5.4.1 - Par vous et par nous :

- 1) Chaque année à l'échéance annuelle dès lors qu'il a au moins un an d'existence moyennant un préavis de trois mois au moins.
- 2) Dans les trois mois suivant la date de survenance d'un des événements suivants (article L 113-16 du Code des Assurances) : changement de domicile, changement de situation matrimoniale, changement de régime matrimonial, changement de profession, cessation définitive d'activité professionnelle ou retraite professionnelle, lorsque le contrat d'assurance a pour objet la garantie de risques en relation avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la nouvelle situation. La demande de résiliation du contrat doit être faite par lettre ou tout autre support durable si elle émane de vous et par lettre

recommandée avec demande d'avis de réception si elle émane de nous. La résiliation prend effet un mois après la réception de la lettre recommandée (articles R 113-6 à R 113-9 du Code des Assurances).

5.4.2 - Par vous :

- 1) En cas de disparition de circonstances aggravantes mentionnées dans le contrat si nous ne consentons pas la diminution de cotisation correspondante (article L 113-7 du Code des Assurances).
- 2) En cas de résiliation par nous d'un autre de vos contrats après sinistre, dans le délai d'un mois à compter de la notification de la résiliation de la police sinistrée (article R 113-10 du Code des Assurances).
- 3) Au cas où nous vous aurions informé, conformément aux dispositions relatives à l'actualisation des cotisations, d'une majoration des bases de calcul de la cotisation du contrat pour des motifs de caractère technique (autres que la variation de votre chiffre d'affaires ou celle découlant du jeu des indices), la demande de résiliation devant être formulée dans les quinze jours suivant celui où vous avez eu connaissance de cette majoration. Cette résiliation prend effet un mois après que nous en ayons reçu notification et vous devez alors nous régler une portion de prime calculée sur les bases de la cotisation précédente pour la période comprise entre la dernière échéance et la date d'effet de la résiliation.

5.4.3 - Par nous :

- 1) En cas de non-paiement des cotisations exigibles (article L 113-3 du Code des Assurances).
- 2) En cas d'aggravation du risque (article L 113-4 du Code des Assurances). La résiliation prend effet 10 jours après sa notification. En cas de notification par lettre recommandée, le délai est décompté à partir de la date d'envoi de la lettre, le cachet de la poste faisant foi.
- 3) En cas d'omission ou d'inexactitude dans vos déclarations à la souscription ou en cours de contrat (articles L 113-8 et L 113-9 du Code des Assurances). La résiliation prend effet 10 jours après sa notification. En cas de notification par lettre recommandée, le délai est décompté à partir de la date d'envoi de la lettre, le cachet de la poste faisant foi.
- 4) Après sinistre : vous avez alors droit de mettre fin aux autres contrats que vous avez souscrits auprès de nous (article R 113-10 du Code des Assurances).

5.4.4 - Par les parties concernées :

Par l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge-commissaire ou le liquidateur en cas de redressement ou de liquidation judiciaire (article L 113-6 du Code des Assurances).

5.4.5 - De plein droit :

- 1) En cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement non garanti (article L 121-9 du Code des Assurances).
- 2) En cas de retrait de l'agrément de notre Société (article R 326-1 du Code des Assurances).
- 3) En cas de réquisition de propriété de la chose assurée dans les cas et dispositions prévus par la législation en vigueur.

5.5 - Les modalités de résiliation de votre contrat

5.5.1 - Formalisation de la décision de résilier

Conformément aux nouvelles dispositions de l'article L113-14 du code des assurances, lorsque l'assuré a le droit de résilier le contrat, la notification de la résiliation peut être effectuée, au choix de l'assuré :

- Soit par lettre ou tout autre support durable ;
- Soit par déclaration faite au siège social ou chez le représentant de l'assureur ;
- Soit par acte extra-judiciaire ;
- Soit, lorsque l'assureur propose la conclusion de contrat par un mode de communication à distance, par le même mode de communication ;
- Soit par tout autre moyen prévu par le contrat.

Sont exclus les SMS, les posts sur les réseaux sociaux (y compris en messagerie privée) et les demandes par Chat.

5.5.2 - Remboursement de la cotisation – Indemnité de résiliation

Si le contrat prend fin au cours d'une période d'assurance, la portion de cotisation afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation ne nous est pas acquise et vous est donc remboursée si elle a été perçue d'avance.

Toutefois en cas de résiliation par nous pour non-paiement des cotisations, nous avons droit, à titre de cotisation et d'indemnité, à toutes les cotisations échues.

5.6 - Vos obligations

5.6.1 - A la souscription du contrat

Vous devez répondre exactement aux questions que nous vous posons, notamment dans le parcours de déclaration et d'évaluation du risque et qui sont de nature à nous permettre d'apprécier les risques que nous prenons en charge.

Vous devez fournir toutes les informations nécessaires à la souscription du contrat.

5.6.2 - En cours de contrat

Vous vous engagez :

- A ne pas mettre hors service les dispositifs de protection de vos données : antivirus, pare-feu, firewall,
- A observer les prescriptions réglementaires en vigueur.

En cas de sinistre dû à l'inobservation manifeste de tout ou partie de ces obligations et engagements, nous pouvons réclamer une indemnité proportionnée au préjudice qui en résulte pour nous.

Vous devez nous déclarer par lettre recommandée, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux et rendent inexacts ou caduques les réponses que vous nous avez faites à la souscription, notamment lors du parcours de déclaration du risque.

Cette déclaration doit être faite dans un délai de quinze jours à partir du moment où vous en avez eu connaissance.

Lorsque cette modification constitue une aggravation du risque au sens de l'article L 113-4 du Code des Assurances, la déclaration doit nous être faite dans les conditions fixées par cet article. Nous pouvons soit résilier le contrat moyennant un préavis de dix jours, soit vous proposer un nouveau taux de cotisation.

Si vous ne donnez pas suite à notre proposition ou si vous refusez expressément le nouveau taux de cotisation dans un délai de trente jours à compter de la proposition, nous pouvons résilier le contrat au terme de ce délai.

5.7 - Modification du risque

- Lorsque la modification des circonstances à déclarer constitue une aggravation du risque :

Nous pouvons vous proposer une augmentation de la cotisation ou bien résilier le contrat.

Dans le premier cas, si après un délai de trente jours à compter de notre proposition, vous la refusez ou si vous n'y donnez pas suite, nous pouvons résilier le contrat.

En cas de résiliation, celle-ci prend effet dix jours après que nous vous en ayons adressé la notification.

- Lorsque la modification des circonstances à déclarer constitue une diminution du risque :

Vous avez droit à une diminution du montant de la cotisation.

Si nous n'y consentons pas, vous avez le droit de dénoncer le contrat. La résiliation prend effet trente jours après la dénonciation.

5.8 - Autres assurances

Si les risques garantis par votre contrat sont ou viennent à être couverts par d'autres assurances, vous devez nous en faire part immédiatement (Art. L 121-4 du Code), sinon vous vous exposez aux sanctions prévues par l'article L 121-3 alinéa 1 du Code (nullité du contrat et versement de dommages et intérêts).

Chacune de ces assurances produit ses effets dans les limites des garanties du contrat, quelle que soit la date à laquelle elle a été souscrite : vous pouvez obtenir l'indemnisation de vos dommages en vous adressant à l'assureur de votre choix.

5.9 - Paiement des cotisations

Vous devez régler, à la souscription ou aux échéances prévues, par l'intermédiaire de notre mandataire dont dépend le contrat, la cotisation annuelle ou, dans le cas de fractionnement de celle-ci, les fractions de cotisation et les coûts de gestion dont le montant est indiqué sur la quittance, ainsi que les majorations légales et les taxes d'assurance.

La cotisation annuelle peut être réglée en plusieurs versements.

Les dates d'échéance sont précisées aux Conditions Particulières.

A défaut de paiement d'une cotisation, ou d'une fraction de cotisation, dans les dix jours de son échéance, nous pouvons, indépendamment de notre droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, suspendre la garantie et résilier le contrat dans les conditions prévues par l'article L 113-3 du Code des Assurances.

5.10 - Prescription

Il ne sera plus possible, ni à vous ni à nous, de nous prévaloir de ce contrat pour exercer nos droits respectifs passé un délai de deux années après qu'ait eu lieu l'événement qui a donné naissance à ces droits (Art. L 114-1 et suivants du code des assurances).

La prescription est l'extinction d'un droit après un délai prévu par la loi. Toutes actions dérivant du présent contrat sont prescrites dans les délais et termes des articles suivants du Code des assurances :

Article L. 114-1

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'Adhérent contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'Adhérent ou a été indemnisé par ce dernier.

Article L. 114-2

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L. 114-3

Par dérogation à l'article 2254 du Code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Causes ordinaires d'interruption.

Les causes ordinaires d'interruption de la prescription visées à l'article L. 114-2 précité sont celles prévues selon les termes et conditions des articles suivants du Code civil :

Article 2240 du Code civil

La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription.

Article 2241 du Code civil

La demande en justice, même en référé, interrompt le délai de prescription ainsi que le délai de forclusion. Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure.

Article 2242 du Code civil

L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance.

Article 2243 du Code civil

L'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée.

Article 2244 du Code civil

Le délai de prescription ou le délai de forclusion est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée.

Article 2245 du Code civil

L'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires par une demande en justice ou par un acte d'exécution forcée ou la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

En revanche, l'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire ou la reconnaissance de cet héritier n'interrompt pas le délai de prescription à l'égard des autres cohéritiers, même en cas de créance hypothécaire, si l'obligation est divisible. Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt le délai de prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre le délai de prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

Article 2246 du Code civil

L'interpellation faite au débiteur principal ou sa reconnaissance interrompt le délai de prescription contre la caution.

Article 2254 du Code civil

La durée de la prescription peut être abrégée ou allongée par accord des parties. Elle ne peut toutefois être réduite à moins d'un an ni étendue à plus de dix ans.

Les parties peuvent également, d'un commun accord, ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de la prescription prévues par la loi.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables aux actions en paiement ou en répétition des salaires, arrérages de rente, pensions alimentaires, loyers, fermages, charges locatives, intérêts des sommes prêtées et, généralement, aux actions en paiement de tout ce qui est payable par années ou à des termes périodiques plus courts.

6. CHAPITRE 6 – DISPOSITIONS DIVERSES

6.1 - Droit de communication et de rectification

(Loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée).

En application de la loi informatique et liberté n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n° 2018-493 relative à la protection des données personnelles, l'assuré dispose d'un droit de décider et de contrôler les usages qui sont faits par MADP ASSURANCES des données à caractère personnel le concernant dans les conditions fixées par les présentes lois.

Ces données sont collectées par MADP ASSURANCES en sa qualité de responsable de traitement afin d'alimenter sa stratégie marketing et gérer le cycle de vie du contrat entre ce dernier et le client. Ces données sont conservées pour une durée de 3 ans à compter de la date de résiliation de la relation (ou 5 ans en cas de sinistres). Elles pourront être communiquées aux intermédiaires d'assurance, ou aux réassureurs et collaborateurs techniques dans le cadre de la réalisation de leurs opérations.

Conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, l'assuré dispose sur ses données personnelles les droits suivants :

- D'accès aux informations vous concernant dont nous disposons,
- D'opposition à leur traitement, dès lors qu'il ne s'agit pas de données obligatoires, indispensables à l'exécution du contrat,
- De rectification, le cas échéant, en cas d'erreur,
- A l'effacement et à l'oubli dès lors que vos données ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées, ou lorsque votre consentement a été exclusivement requis pour le traitement et que vous le retirez (en cas de prospection commerciale par voie électronique par exemple),
- De portabilité sur les données que vous avez personnellement fournies et dont le traitement a pour base juridique, soit le consentement, soit l'exécution d'un contrat, soit l'exécution des mesures précontractuelles).

Vous pouvez exercer l'ensemble de ces droits (en justifiant de votre identité) par email adressé à dpo@madpassurances.fr ou par courrier simple envoyé à MADP ASSURANCES – Délégué à la Protection des Données - 44 avenue George V – TSA 10105 – 75802 PARIS Cedex 08.

Pour mieux connaître vos droits, rendez-vous sur le site de la CNIL (www.cnil.fr/fr/comprendre-vos-droits).

L'Assuré peut prendre connaissance de la Politique de Protection des Données de MADP ASSURANCES sur le site internet <https://www.madp.fr/conformite> ou demander que le document lui soit envoyé à l'adresse email qu'il nous indiquera.

6.2 - Lutte contre le blanchiment

Les contrôles que nous sommes légalement tenus d'effectuer au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, notamment sur les mouvements de capitaux transfrontaliers, peuvent nous conduire à tout moment à vous demander des explications ou des justificatifs, y compris sur l'acquisition des biens assurés ou sur les sommes versées au titre du présent contrat.

6.3 - Réclamations

Votre premier contact : Service Gestion MADP ASSURANCES.

En cas de réclamation concernant le contrat d'assurance, l'Assuré est invité à prendre contact avec le Service Gestion de MADP ASSURANCES, 44 avenue George V – TSA 10105 – 75802 PARIS Cedex 08 – téléphone 01 53 20 17 00 – email : courrier@madpassurance.fr

Votre deuxième contact : Service Réclamation MADP ASSURANCES.

Si un désaccord persiste, l'Assuré peut intervenir auprès du Service Réclamation MADP ASSURANCES, 44 avenue George V – TSA 10105 – 75802 PARIS Cedex 08 – téléphone 01 53 20 17 00 – email : courrier@madpassurance.fr

Après épuisement des procédures internes : le Médiateur de la FFA.

Le Médiateur de la FFA (Fédération Française de l'Assurance) peut être saisi, après épuisement des procédures internes. Seuls les litiges concernant les particuliers sont de la compétence du Médiateur de la FFA. Le Médiateur de la FFA ne peut être saisi si une action contentieuse a été engagée.

Par courrier : Le Médiateur de l'assurance – TSA 50110 – 75441 PARIS Cedex 09.

Par voie électronique : <http://www.mediation-assurance.org>

6.4 - Subrogation

Vous nous accordez contractuellement le droit de récupérer en vos lieu et place auprès des tiers, les frais réglés au cours de la procédure judiciaire : frais d'avocat, frais d'huissier, frais d'expertise judiciaire (article L 121-12 du Code des Assurances).

De la même façon, nous récupérerons auprès des tiers, l'indemnité visant à compenser les honoraires réglés à votre avocat (article 700 du Code de Procédure Civile, article 475-1 du Code de Procédure Pénale ou article L 761-1 du Code de Justice Administrative ou leurs équivalents à l'étranger).

Si vous avez payé personnellement les honoraires de votre avocat ou supporté les frais, l'indemnité visée ci-dessus vous revient prioritairement à hauteur de votre règlement.

Si la juridiction choisie ne vous donne pas gain de cause, nous conservons à notre charge les frais et honoraires que nous avons réglés à votre avocat, votre huissier ou à l'expert judiciaire.



MADP Assurances : 44 Av George V 75008 Paris | Tél. : 01.53.20.17.17 | Fax. : 01.42.81.94.86 | E-mail : courrier@madpassurances.fr | www.madp.fr

Société d'assurance mutuelle agréée auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) sous le numéro 4030364.

Entreprise régie par le code des assurances | Siret : 784 394 371 00024 | NAF 6512Z